

GHT de la Haute-Saône

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

LOCATION DE VEHICULES DE SERVICE POUR LE GHT DE LA HAUTE-SAONE

Procédure :

Marché de fourniture passé selon une procédure adaptée
(Articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique)

Référence :

24.17/DRELT/CMP

Date limite de remise des plis :

Le mardi 19 novembre 2024 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 17 pages et 2 annexes.

Sommaire

SOMMAIRE.....	2
CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC.....	3
ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC	3
ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC (ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE LA HAUTE-SAONE)	3
ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER.....	3
CHAPITRE II – PRESENTATION DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 4. OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 5. LIEU DE LIVRAISON	4
ARTICLE 6. DESCRIPTION DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 7. DURÉE DU MARCHÉ OU DELAI D’EXECUTION ET RECONDUCTION	5
CHAPITRE III - PROCEDURE	7
ARTICLE 8. TYPE DE PROCEDURE.....	7
ARTICLE 9. NUMERO DE REFERENCE ATTRIBUE AU MARCHÉ PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	7
ARTICLE 10. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	7
CHAPITRE IV - CONDITIONS DE REMISE DES PLIS.....	8
ARTICLE 11. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION ENTREPRISE.....	8
ARTICLE 12. CONDITIONS RELATIVES AUX MARCHES	8
ARTICLE 13. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE ET CO-TRAITANCE	8
ARTICLE 14. CONTENU DU PLI	9
CHAPITRE V - MODE DE REMISE DES PLIS	11
ARTICLE 15. OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	11
ARTICLE 16. REMISE DES PLIS	11
ARTICLE 17. REMISE D’UNE OFFRE ELECTRONIQUE.	11
CHAPITRE VI - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES.....	14
ARTICLE 18. EXAMEN DE LA CANDIDATURE	14
ARTICLE 19. ANALYSE DES OFFRES	14
ARTICLE 20. NEGOCIATION DES OFFRES	14
ARTICLE 21. ATTRIBUTION	15
ARTICLE 22. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	15
CHAPITRE VII - AUTRES RENSEIGNEMENTS	16
ARTICLE 23. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	16
ARTICLE 24. DETAIL DU PRIX	16
ARTICLE 25. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	16
ARTICLE 26. COMPETENCE JURIDICTIONNELLE.....	17

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public (établissement support du GHT de la Haute-Saône)

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (GH70)
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame la Directrice du GH70
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.gh70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Madame Valentine POISSENOT
Cellule Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone : 03 84 96 67 41
Courrier électronique : marches.publics@gh70.fr

Référent technique du dossier : Monsieur Alexandre ZBINDEN
Responsable Service Logistique et Transport
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Téléphone : 03 84 96 21 32
Courrier électronique : a.zbinden@gh70.fr

Chapitre II – Présentation de la consultation

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire de la Haute-Saône (GHT70), ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la fourniture de prestations de location longue durée de 8 véhicules légers (de moins de 3,5 tonnes) destinés au GHT70. Ces véhicules seront utilisés par les agents du GHT pour les déplacements rendus nécessaires dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

Article 5. Lieu de livraison

Etablissement	Adresse de livraison	Véhicules à livrer
Site de Vesoul	Entrée logistique Rue Lucie et Raymond AUBRAC 70 000 VESOUL	6 véhicules
EHPAD Saint Joseph	13 rue de la Croix de Pierre 70 360 SCEY-SUR-SAONE	1 véhicule
EHPAD Jean Michel	1 Grande rue 70 240 SAULX	1 véhicule

Article 6. Description du marché

6.1. Type de marché

Marché de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché de services : <input type="checkbox"/>	Marché de travaux : <input type="checkbox"/>
---	---	--

6.2. Forme du marché

- Accord cadre à « bons de commande »
Avec un **minimum**⁽¹⁾ en valeur ou quantité ☒ Oui ☐ Non
Avec un **maximum**⁽²⁾ en valeur de 175 000€ (pour la totalité du marché) ☒ Oui ☐ Non
☒ Mono-attributaire
☐ Multi-attributaires
- Marché ordinaire ☒ Oui ☐ Non
- Marché à tranches ☐ Oui ☒ Non

6.3.**Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)**

	Code CPV	Description
Objet principal	34100000-8	Véhicules à moteurs

6.4.**Allotissement**

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique. Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas allouer un marché lorsque la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En l'espèce, les besoins de l'acheteur peuvent être satisfaits de manière plus pertinente d'un point de vue technique dans le cadre d'un lot unique.

6.5.**Variantes et prestations supplémentaires éventuelles**

- Variantes autorisées ☒ Oui ☐ Non

Le candidat peut présenter une variante en proposant la mise en location de véhicules légers d'occasion, ces derniers ne pouvant avoir été mis en circulation pendant une durée excédant 24 mois à la date de livraison.

Le candidat peut présenter une variante en proposant la mise en location de véhicules légers à moteur hybride, selon les caractéristiques présentées au CCP et à son annexe.

- Prestations supplémentaires éventuelles demandées ☒ Oui ☐ Non

Le titulaire propose une prestation supplémentaire éventuelle facultative concernant les pneumatiques hiver en prévoyant :

- La fourniture,
- Le démontage et le remontage,
- Le stockage.

Le changement des pneus hivers s'effectue par 4.

6.6.**Etendue du marché**

Le montant annuel estimatif du marché est de 35 000€ HT par an.

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70.

Article 7. Durée du marché ou délai d'exécution et reconduction**7.1.****Durée initiale du marché ou délai d'exécution**

Le marché est conclu pour une durée initiale de 36 mois fermes à compter du 18 avril 2025 (soit jusqu'au 17 avril 2028).

7.2.

Reconduction

Reconduction possible du marché :

☒

Oui

☐

Non

Le marché pourra être renouvelé deux fois 12 mois par reconduction tacite à sa date anniversaire. A chaque date d'échéance, moyennant un préavis de deux mois, le contrat pourra ne pas être reconduit par le GH70 sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou réclamer une indemnité financière. Le GH70 notifiera cette décision de fin de contrat par l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Article 8. Type de procédure

Le présent marché est passé dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Article 9. Numéro de référence attribué au marché par la personne publique

N° 24.17/DRELT/CMP

Article 10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise de l'offre.

Article 11. Modification du Dossier de Consultation Entreprise

Le GH70 se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 12. Conditions relatives aux marchés

12.1. Langue devant être utilisée dans l'offre et la candidature

Seul le français devra être utilisé dans les documents de la candidature et de l'offre.

12.2. Monnaie du marché

La monnaie de compte du marché est L'EURO.

Article 13. Dispositions relatives à la sous-traitance et Co-traitance

13.1. Sous-traitance

En référence l'article L.2193-1 à L.2193-9 du code de la commande publique, il est rappelé que seule une partie des marchés peut faire l'objet d'une sous-traitance.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit au moment du dépôt de son offre soit en cours d'exécution du marché. Néanmoins la demande d'acceptation et d'agrément de chaque sous-traitant doit être faite avant tout commencement d'exécution des prestations sous-traitées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire fait parvenir, par lettre recommandée avec avis de réception au GH70, la déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics et une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- les conditions de paiement et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant des marchés ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

13.2. Co-traitance

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés. Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement (articles R.2142-19 à R.2142-27 du code de la commande publique).

Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés dans l'article 14 du RC sous peine d'élimination du groupement.

Afin d'assurer la bonne exécution de marché le GH 70 transformera les éventuels groupements conjoints en groupements solidaires à la signature du marché.

Article 14. Contenu du pli

14.1. Documents relatifs à la candidature

14.1.1 Documents EXIGÉS

- Pouvoir de la personne habilitée à engager chaque candidat.
- Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants datée et signée en original par l'ensemble des membres du groupement, en cas de co-traitance.
- Déclaration sur l'honneur (*annexe 1 du RC*), dûment datée et signée en original par le candidat et chacun de ses sous-traitants éventuels ou chacun des co-traitants en cas de groupement pour justifier qu'il :
 - n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, 2^{ème} alinéa de l'article 421-5, 433-1, 2^{ème} alinéa de l'article 433-2, 8^{ème} alinéa de l'article 434-9, 2^{ème} alinéa de l'article 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal ; à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour toute autre infraction de même nature dans un autre État de l'union européenne ;
 - n'est pas exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;
 - n'a pas fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du **code du travail** ;
 - n'a pas fait l'objet d'une mesure d'exclusion pour les contrats administratifs ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du **code du travail** ;
 - n'est pas en état de liquidation judiciaire ;
 - n'est pas déclaré en état de faillite personnelle ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
 - satisfait aux obligations fiscales et sociales à la date du 31 décembre de l'année précédant la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence ;
 - était en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- en cas de redressement judiciaire, le candidat et chacun de ses sous-traitants éventuels ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra fournir copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- fiche de renseignements (*annexe 2 du RC*) ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- références relatives à la capacité économique et financière du candidat se présentant seul ou en groupement : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires

concernant les fournitures et les services, objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

14.1.2 Documents SOUHAITÉS

Dans un souci de traitement rapide du dossier, les candidats pourront transmettre les documents suivants dans la candidature :

- Certificats établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales (NOTI2 ou attestation URSSAF et liasses fiscales n° 3666) à la date du 31 décembre de l'année précédant la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Le candidat établi dans un État autre que la France, doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays ;
- Attestation signée en original certifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France ;
- Attestation que le candidat fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger ;
- Extrait Kbis
- Extrait de casier judiciaire
- Attestations d'assurance

*Le candidat est autorisé à présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen **(DUME)** établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne.*

14.2. Documents relatifs à l'offre

- L'acte d'engagement (ATTRI1) dûment complété et signé ;
- L'offre financière détaillée ;
- Un mémoire technique à fournir par le candidat détaillant les caractéristiques des véhicules, les garanties, le délai de livraison ainsi que le détail des prestations souhaitées par le GHT 70. Ce mémoire engage contractuellement le candidat s'il est choisi comme titulaire.

Afin d'éviter tout retard lors de la notification nous vous conseillons de dater et signer manuellement les documents relatifs au marché (ATTRI, Offre de prix).

Article 15. Obtention du dossier de consultation

Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des candidats pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention des candidats sur le fait que l'identification permet à ces derniers d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au dossier de consultation.

À défaut d'identification, il appartiendra aux candidats de prendre connaissance par leurs propres moyens des informations, modifications et/ou précisions complémentaires (et de prise en compte de celles-ci dans les dossiers de candidature et/ou d'offre).

Les candidats pourront télécharger le DCE mais également transmettre leur candidature et offre de manière dématérialisée via le site dont l'adresse Internet est : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour les candidats souhaitant s'identifier sur le portail, ils devront créer un compte et recevront les identifiants de connexion par courriel.

Article 16. Remise des plis

Les plis doivent être déposés sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard :

Le mardi 19 novembre 2024 à 12h00

Les offres ne peuvent plus être modifiées à partir de cette date limite de réception des offres.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le pouvoir adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres (R.2151-6 à R.2151-7 du code de la commande publique).

Article 17. Remise d'une offre électronique.

Les conditions générales de transmission sont définies par les articles R.2132-1 à 2132-14 du code de la commande publique.

L'accès au réseau et le recours à la signature électronique sont aux frais du candidat.

17.1. Contraintes informatiques

Afin de pouvoir remettre une offre électronique, le candidat doit pouvoir télécharger le dossier de consultation sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour décompresser et lire les documents mis à disposition sur ce site par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, le candidat doit disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Acrobat® (.pdf),
- Fichiers compressés au format Zip® (.zip),
- Fichiers lus par la suite Microsoft® Office 2007.

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône accepte les formats Acrobat® (.pdf), les fichiers compressés au format Zip® (.zip), les fichiers lus par la suite Microsoft® Office 2007 et antérieur, et les images lues par l'utilitaire d'aperçu des images et des télécopies fournies avec Windows® XP.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (.exe), ni les « macros ».

Les autres formats de fichiers ne peuvent être utilisés qu'à condition que le candidat fournisse au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône un logiciel permettant de les lire.

17.2. Outils requis pour répondre par voie dématérialisée

Le candidat doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ci-dessous, en suppléments des logiciels bureautiques habituels :

- Un logiciel de création de fichiers d'archive au format zip.
- Une machine virtuelle Java (Java RuntimeEnvironment J2SE en version 4 : JRE 1.4.2_04 minimum). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).
- Un certificat de signature électronique : il permet d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise, signataire de l'offre.

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône souhaite attirer l'attention du candidat sur le délai administratif demandé par les organismes de certification pour la délivrance des certificats de signature électronique. Il convient donc d'anticiper le plus possible la demande de certificat par rapport à la date limite de réception des offres.

17.3. Signature électronique des documents

Tous les documents dont la signature en original est souhaitée au présent Règlement de Consultation, transmis par voie électronique, sont signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique.

Les certificats de signatures doivent être conformes à l'arrêté du 15 juin 2012.

Ils doivent être conformes au RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est ** ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Si le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre État-membre, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être relié à un prestataire ou un produit de sécurité référencé pour la France par le ministère chargé de la réforme de l'État sur le site www.references.modernisation.gouv.fr et pour les autres États-membres par la Commission européenne sur le site http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm, alors **le candidat doit fournir** l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Si l'outil utilisé par le candidat pour signer électroniquement ses documents génère des fichiers à des formats autres que ceux acceptés par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (notamment les fichiers ".sig"), celui-ci doit impérativement fournir au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône les logiciels gratuits nécessaires à la lecture des documents signés électroniquement et à l'identification du signataire, sous peine de rejet de l'offre.

ATTENTION :

En cas de présence sur la plateforme d'un fichier signé électroniquement et d'un fichier non signé : seul le fichier signé électroniquement sera pris en compte.

17.4. Détection d'un virus informatique dans un document

Les documents contenant un virus feront l'objet d'une mise en quarantaine sur la plateforme et seront détruits par cette dernière.

17.5. Re-matérialisation des documents électroniques

Les documents du marché retenu, nécessitant une signature du pouvoir adjudicateur, pourront être re-matérialisés sous format papier.

17.6. Transmission par voie électronique

Les candidats doivent remettre candidature et offre par voie électronique exclusivement sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Pour information, le prestataire du site internet propose un support technique sur son site dans la rubrique « Salle des marchés », « aide ».

17.7. Références horaires utilisées

La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats sont invités à tenir compte des aléas de la transmission électronique ; par conséquent, ils doivent prendre leurs précautions afin de s'assurer que la transmission électronique de leurs plis soit entièrement achevée avant la date et l'heure limite de dépôt des offres.

17.8. Remise d'une copie de sauvegarde

L'envoi d'une copie de sauvegarde est autorisé, voire même fortement conseillé.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : **« Copie de sauvegarde - Confidentiel – Location de véhicules de service pour le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – Ne pas ouvrir »** et l'identification du soumissionnaire.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ou bien n'a pas pu être ouverte par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, sous réserve que la copie lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône.

Article 18. Examen de la candidature

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et dans le présent règlement de la consultation.

Si le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Le représentant du GH de la Haute-Saône élimine les candidatures qui, en application de l'article R.2144-1 du code de la commande publique, ne peuvent être admises.

Les candidats non retenus en sont informés conformément aux articles R.2181-1 à 2181-4 du code nommé ci-dessus.

Article 19. Analyse des offres

L'analyse et le jugement des offres seront effectués à partir des critères d'attribution suivants :

Critère n°1 = Prix	50 points
Critère n°2 = Valeur technique de l'offre La valeur technique de l'offre sera jugée sur la base de l'annexe du CCP et du mémoire technique. Elle se décompose ainsi : <ul style="list-style-type: none">• Délai de livraison : 20 points• Equipements : 10 pointsService après-vente et entretien : 10 points	40 points
Critère n°3 = Impact environnemental Emissions de gaz à effet de serre en gCO ₂ /KM, émissions maximales en conditions de conduites réelles de particules et d'oxydes d'azote, consommation de carburant) Ces éléments sont à préciser dans le mémoire technique.	10 points

Les notes seront arrondies à deux décimales.

Article 20. Négociation des offres

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve la possibilité de négocier avec les 3 candidats les mieux classés. Les offres irrégulières et inacceptables peuvent devenir régulières et acceptables à l'issue de la négociation. La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre technique et financière des candidats.

Article 21. Attribution

Le représentant du Groupe Hospitalier de la Haute-Saône choisira l'offre qu'il jugera économiquement la plus avantageuse en application des critères d'attribution précédemment indiqués. Les offres recevables seront alors classées par ordre décroissant en fonction des notes obtenues.

Le candidat dont l'offre n'a pas été retenue sera informé par courrier électronique via la messagerie du profil acheteur mentionné à l'article 2 du présent Règlement de Consultation.

Le candidat attributaire sera informé par réception des documents contractuels signés par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la messagerie du profil acheteur.

Article 22. Protection des données personnelles

En répondant à cette consultation, le candidat accepte expressément que des données personnelles nécessaires au traitement de sa candidature soient collectées par la direction des ressources économiques, logistiques et techniques du GH70, à la date limite de remise des offres. Ce traitement est fondé sur l'article 6.1 (sauf point d) du règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (dit : « R.G.P.D. »).

Ces données sont nécessaires pour permettre l'analyse des offres, les échanges avec les candidats, l'envoi des décisions afférentes, puis la gestion administrative et financière des contrats qui seront conclus avec le ou les candidats déclarés attributaires.

Les données recueillies sont : les noms, prénoms et adresses courriel des personnes listées parmi les effectifs de la société ou en charge de l'exécution du marché, telles que désignées dans l'offre du candidat ou identifiées dans le registre des dépôts de la plateforme de dématérialisation. Lorsque le curriculum vitae sont demandés par le Pouvoir Adjudicateur, les informations liées au cursus des personnes sont également recueillies.

Ces données sont conservées sur les serveurs de l'établissement, dont l'accès est limité à la direction des achats. Ces données sont susceptibles d'être transmises, dans la limite du nécessaire, aux services prescripteurs ou utilisateurs de l'établissement pour assurer la bonne exécution du marché. Ces données ne sont pas transmises à d'autres organismes, sauf dans le cas où un contrôle du juge des comptes, un contentieux devant les juridictions ou une loi particulière, contraindraient l'établissement à le faire.

En application de la législation sur les marchés publics, ces données sont conservées, pour les candidats non retenus, pendant un délai de 5 ans à compter de la signature du marché, et pour les candidats retenus, pendant un délai de 5 ans à compter de la fin du délai de validité du marché ou 10 ans s'il s'agit d'un marché de travaux, maîtrise d'œuvre ou contrôle technique. Les marchés signés sont détruits au terme de ces durées, sauf en cas d'archivage définitif en raison d'un intérêt historique particulier.

Le candidat peut exercer ses droits d'information, d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition et de limitation du traitement auprès du délégué à la protection des données du GH70 à l'adresse suivante : dpo@gh70.fr. Il peut également exercer une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L.).

Chapitre VII - Autres renseignements

Article 23. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

Pièces particulières
Le Règlement de Consultation (RC)
Annexe 1 au RC : CANDIDATURE
Annexe 2 au RC : FICHE DE RENSEIGNEMENTS
Le Cahier des Clauses Particulier (CCP)
Annexe au CCP : Descriptif technique
L'acte d'engagement (ATTRI 1)

Toute modification unilatérale de la part du candidat d'une ou plusieurs pièces du DCE entraînera l'invalidité de son offre.

Pièces générales
Le Code de la Commande Publique
Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) – Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS

La version des différentes pièces générales applicables au présent marché est celle en vigueur à la date de la publication du marché.

Ces documents, bien que non joints, sont réputés parfaitement connus du titulaire du marché qui en accepte l'intégralité des dispositions à l'exclusion des clauses contractuelles du présent marché y dérogeant.

Article 24. Détail du prix

Remise d'une offre de prix : ☒ Oui ☐ Non.

Article 25. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront formuler leur(s) demande(s) au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Ces demandes seront à déposer sur le profil acheteur mentionné à l'article 2 du présent document.

Une réponse sera alors publiée sur ce même support.

Article 26. Compétence juridictionnelle

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

